

Conférence de presse de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, notamment sur les défis et priorités du G20 et du G8 et sur la position de la France face aux événements politiques en Tunisie et au terrorisme.

QUESTION - M. le Président, je suis présidente de la presse présidentielle et au nom de mes confrères je vous présente tous mes voeux. Ma question est la suivante : le G20, c'est aussi la bonne gouvernance. La bonne gouvernance, elle a été mise à mal ces dernières semaines avec ce que l'on voit en Tunisie, ce que l'on vit également en Algérie, ce que l'on voit en Égypte.

L'Égypte est membre du G20. Est-ce que vous pensez que ...

LE PRESIDENT -- Pardon de vous corriger mais, à ma connaissance, l'Égypte n'est pas membre du G20.

QUESTION -- L'Égypte, en tout cas, assiste aux réunions du G20. A Séoul, ils étaient là. En tout cas, M. le Président, ma question est la suivante : comment, lorsque vous présidez le G20, peut-on faire avancer la bonne gouvernance. Peut-on faire avancer la bonne gouvernance quand les jeunes dans le Maghreb ou au Proche-Orient demandent des emplois ? Et quand il y a un fossé entre la corruption des dirigeants et le détournement des fonds publics.

LE PRESIDENT -- D'abord, merci de m'avoir rappelé que vous étiez présidente. Je vous en félicite. Naturellement entre présidents, je ne peux avoir que de la sympathie pour vous. Mais j'ai organisé la conférence de presse avec 2 thèmes. Excusez-moi parce que sinon on va partir dans tous les sens. Vous avez pris comme exemple de gouvernance ce qui se passe en Tunisie, vous m'avez appelé à réfléchir à ce qui se passe en Algérie et en Égypte : deuxième temps de la conférence de la presse. J'y reviendrai, je vous assure.

Quant à l'Égypte, elle peut être invitée, c'est un pays considérable, c'est un pays pour lequel la France a beaucoup d'amitié. C'est un pays qui a une place stratégique dans le monde arabe. C'est un pays avec qui nous collaborons au quotidien. Je rappelle que les 20 pays membres du G20 sont ce qu'ils sont, mais qu'en plus du G20, il y a 5 invités, dont un invité permanent qui est l'Espagne. J'aurai l'occasion, dans les semaines qui viennent, quand j'aurai terminé mes consultations, d'annoncer les 5 invités qui sont ceux de la présidence française. Excusez-moi de préciser ça comme cela.

QUESTION -- M. le Président, la mondialisation inquiète. Vous l'avez dit vous-même les objectifs de ce G20 sont complexes. Est-ce que vous ne craignez pas qu'ils apparaissent un petit peu déconnectés, éloignés des préoccupations françaises et comment faire pour rétablir le lien ?

LE PRESIDENT- Sans doute je me suis mal expliqué mais justement je pense que, profondément, l'agenda retenu par la présidence française est de nature à reconnecter les opinions publiques et le G20.

Est-ce que franchement la régulation du prix des matières premières n'est pas un problème quotidien ? Est-ce que vous le pensez franchement ? Allez donc demander aux élèves du centre de la France si le prix des céréales pour nourrir leurs bêtes, ce n'est pas un sujet quotidien. C'est profondément un sujet quotidien.

Les variations entre l'euro et le dollar sur les 10 dernières années, c'est de l'ordre de 80%. Allez donc demander aux chefs d'entreprise et aux salariés de leurs entreprises, si la question de la

volatilité des monnaies n'est pas un sujet profondément quotidien. Mais profondément !
Les financements innovants : l'Europe est à 12 kms de l'Afrique, un milliard d'habitants £ dans 30 ans, 2 milliards d'habitants. Si l'Afrique n'a pas accès à l'énergie et aux grandes infrastructures, les flux migratoires en provenance de l'Afrique, personne ne les arrêtera. La question des financements innovants, 100 milliards de dollars par an, qui permettront de financer des infrastructures, l'accès à l'énergie, n'est-ce pas un sujet du quotidien ?

J'entends bien que c'est toujours difficile de faire la connexion entre l'international et le national. Mais le monde d'aujourd'hui, la planète est devenue un village. C'est devenu une idée tout à fait ordinaire, mais c'est une réalité. La France ne peut pas être abritée derrière une frontière imaginaire. Et l'une des satisfactions de la présidence française, c'est que l'agenda, l'ordre du jour, qui étaient très contestés il y a 6 mois, ne sont aujourd'hui contestés par personne. Il me semble que personne ne conteste les sujets que nous mettons sur la table. Et d'ailleurs personne ne nous a demandé de mettre un sujet que nous n'avions pas mis.

Donc au contraire, je crois profondément que l'on a trouvé un équilibre qui me semble intéressant. Alors maintenant, tout dépendra, bien sûr vous avez raison, des résultats concrets. Et c'est une tâche extrêmement difficile, tant les intérêts sont contradictoires et les sujets complexes.

QUESTION -- Bonjour, je voudrais avoir des détails sur les résultats que vous voulez obtenir en matière agricole. Sur la transparence des stocks, est-ce que des informations aussi stratégiques peuvent être livrées par l'Inde et la Chine ? Est-ce que vous avez leur accord ? Est-ce que vous avez un moyen pour empêcher la Russie de ne plus mettre d'embargo sur ses exportations quand elle est menacée elle-même de pénurie ? Comment vous garantissez aux pays les moins avancés qu'ils auront, quoi qu'il arrive, accès aux matières premières agricoles ?

LE PRESIDENT -- Les stocks mondiaux. Si on prend le blé, les stocks mondiaux sont en baisse de 10% par rapport à l'année dernière. Sur le maïs, les stocks sont en baisse de 14% par rapport à l'année dernière, ce qui veut dire pour le maïs, très important, ce que l'on appelle les grandes cultures, les stocks sont au plus bas depuis 1974. On pourrait traduire autre chose, il y avait 174 jours de consommation devant nous dans le monde, nous sommes tombés à 54 jours.

Et nous nous trouvons dans un système où la spéculation nourrit la pénurie et la pénurie nourrit la spéculation. Il y a quelques semaines sur le marché du cacao un intervenant financier a acheté à lui tout seul 15% des stocks, comme ça. C'est-à-dire que sur ces marchés là, n'importe qui peut acheter n'importe quelle quantité sans d'ailleurs la payer, la revendre n'importe comment au moment où il le souhaite, empocher la plus-value sans être obligé, ni d'avoir livraison de la cargaison physique, ni d'avoir bloqué une partie de la somme engagée. Voilà la réalité telle qu'elle est.

Sur la décision de M. Medvedev, de la Fédération de Russie et de l'Ukraine, -- vous faites allusion aux décisions d'arrêter les exportations de grandes cultures, notamment au Maghreb --, je ne la conteste pas. Bien loin de moi l'idée de contester les choses et de montrer du doigt, eux-mêmes en Russie s'étaient trouvés à face à de gigantesques incendies. Mais je suis persuadé que l'on peut arriver à un accord pour éviter des décisions unilatérales. Car naturellement, cette décision unilatérale, que l'on peut parfaitement comprendre, renforce la pénurie, renforce la spéculation et renforce l'attrait d'un certain nombre d'opérateurs financiers pour acheter et bloquer une partie des stocks disponibles.

D'ailleurs, au moment où cette décision a été prise dans le monde, figurez-vous qu'il n'existait aucun point sur l'état des stocks exacts. Je peux poser une question : il y a la FAO, il y a des organisations mondiales agricoles, est-ce trop leur demander que de faire le point sur la transparence des stocks ? Je ne dis pas que c'est facile.

Je veux également, parce que j'ai vu dans un journal ce matin, que la France n'avait rien compris -- c'est une opinion --, et que nous voulions fixer nous-mêmes le prix des matières premières £ est-ce que l'on peut avoir un raisonnement stable sur ces questions ? Entre le tout libéralisme fou et le tout administratif compulsif, il y a peut-être une règle moyenne.

Par exemple, c'est une des règles que proposera la France, demander qu'un intervenant sur le

marché des matières premières bloque une partie de la somme qui représente le coût de la quantité de matières premières agricoles qu'il achète, est-ce que c'est anormal ? Est-ce que cela tue le marché ? Nous voulons le marché, mais un vrai marché. Est-ce que c'est censé qu'on puisse acheter des stocks considérables de matières premières sans prendre le moindre risque, sans bloquer la moindre somme, sans engager la moindre livraison de cargaison ?

La France dit bien une chose : nous sommes favorables à un marché des produits dérivés financiers en matières premières agricoles. Parce que sans rentrer dans le détail, parlant sous le regard vigilant et de Christine Lagarde et de Bruno Le Maire, le marché financier des produits dérivés permet à certains opérateurs de se couvrir financièrement, selon un processus, donc il ne s'agit pas de tuer ces marchés dérivés, il s'agit de les réguler. Or, il n'y a pas de marché sans règles. La caractéristique d'un marché, c'est d'être régulé, sinon ce n'est pas un marché, c'est une foire d'empoigne, c'est la loi de la jungle, c'est la loi du plus fort. Voilà, et je suis très heureux que le Président Medvedev ait accepté d'animer ce groupe. Je me rendrai d'ailleurs assez prochainement en Turquie, en tant que Président du G20, pour convaincre nos amis Turcs de l'utilité de ce travail de régulation.

Lors de mon voyage en Inde j'avais beaucoup parlé avec le Premier ministre indien de cette question. Et il me semble que les paysans chinois, les paysans indiens, les paysans turcs, les paysans européens, les paysans américains ont le même intérêt à la prévisibilité et à la régulation dans un monde où nous aurons besoin de 70% de production agricole de plus. Pardon d'avoir été long pour vous répondre, mais c'est vraiment un sujet absolument central. J'admets bien volontiers que ça va être difficile, mais j'observe qu'il y a six mois, lorsque la France a mis ce sujet, la première, sur la table de discussions, ça a été des protestations que vous avez entendues comme moi. Mais de quoi se mêlait-on ? Tout allait bien. Et depuis, regardez ce qui se passe.

QUESTION -- Monsieur le Président, vous avez loué le rôle éminent du FMI à l'occasion du G20. Alors je voulais vous demander est-ce que le G20 pourrait se passer d'un homme tel que Dominique Strauss-Kahn si toutefois il était appelé à d'autres missions ?

LE PRÉSIDENT -- Vous commencez l'année 2011 en pleine forme. Bon et si en début d'année, on résonnait sur les idées, sans personnalisation à outrance. Je suis président français, j'aurai forcément des successeurs, la France est présidente du G20, elle aura un successeur et l'avenir du FMI ne se réduit pas à la personne de son actuel directeur général. Et donc, ma conviction c'est qu'il convient d'élargir, éventuellement par une modification des statuts, le rôle du FMI. Et c'est assez fascinant de voir que dans un monde frappé de tant de déséquilibres, il n'y a pas un organisme international en charge de la surveillance des déséquilibres, par un seul. Par ailleurs, vous avez certainement observé que l'organe dirigeant du FMI, c'est 24 membres. La composition du G20, c'est 20 membres plus 5 invités, 25. Il n'y aurait pas un petit quelque chose à faire entre une instance à 24 et une instance à 25 qui sont par ailleurs à 90% les mêmes ? Et est-ce que le FMI ne serait pas davantage dans son rôle en s'intéressant aux mouvements de capitaux, aux déséquilibres monétaires, aux crises bancaires plutôt que simplement en se mobilisant pour savoir si tel ou tel pays extrêmement pauvre n'augmente pas trop ses fonctionnaires ? Est-ce que ce n'est pas ça le rôle du FMI ? Et si le FMI ne le fait pas, qui le fera ? Personne. Voilà. Quant aux capacités de l'actuel directeur du FMI, moi j'avais moi-même tranché le problème en proposant sa candidature au nom de la France.

QUESTION -- Concernant vos plans de réformer le système monétaire global, quel est le soutien que vous avez eu des présidents de la Chine, des Etats-Unis et est-ce que vous avez modifié vos objectifs suite à vos réunions avec ces chefs d'Etat ?

LE PRÉSIDENT -- D'abord je suis très reconnaissant au Président Hu Jintao d'avoir accepté que le premier séminaire de réflexion sur l'avenir d'un nouveau système monétaire international se passe en Chine. Ce n'est pas anecdotique et cela n'a pas été si facile à obtenir. Et c'est un point extrêmement important. Loin de moi, d'ailleurs, l'idée de dire à la Chine ce qu'elle doit faire. La Chine est une grande nation, je me garderais de lui faire des recommandations sur sa politique monétaire. J'observe cependant que les pressions inflationnistes qui apparaissent dans ce pays, comme la nécessité heureuse d'augmenter la demande domestique en Chine conduit le

comme la nécessité majeure d'augmenter la demande domestique en Chine conduit le gouvernement chinois à souhaiter une appréciation du Yuan selon un rythme qui lui appartient. Mais c'est extrêmement intéressant ce qui s'y passe.

S'agissant du dollar et du président américain, j'apprécie beaucoup -- je veux vous le dire -- la possibilité qui m'est donnée de parler avec le Président Obama qui est un homme ouvert, avec qui le dialogue est facile, qui représente une grande nation, qui a des habitudes et des intérêts à défendre. Je vois bien que, vu des Américains, tout ce qui pourrait paraître remettre en cause le dollar peut-être vécu douloureusement. Pour autant, le dollar est et restera la devise prépondérante. 62% des réserves de change mondiales, selon le FMI, c'est le dollar et c'est 4% je crois pour le DTS. Qui peut penser -- 62% d'un côté, dollar, 4% pour le DTS -- qui peut penser qu'on peut remplacer l'une par l'autre ? Et 85% des transactions mondiales sont libellées en dollars. Donc il s'agit de rassurer nos amis Américains, le dollar restera une monnaie absolument prépondérante.

Mais la question qui posée -- et je le dis à la presse anglo-saxonne, avec beaucoup de prudence et beaucoup d'amitié -- monnaie prépondérante ne veut pas dire monnaie unique et économie prépondérante ne veut pas dire économie unique. On a quand même le droit de réfléchir aux choses. On peut quand même avancer des idées. J'ai été de ceux, quand la crise a commencé vous savez où, qui ont refusé de remettre en cause les Etats-Unis d'Amérique parce que cela ne servait à rien. Mais enfin, on peut quand même se poser la question de l'évolution du système monétaire. A Bretton Wood, il y avait une économie et une monnaie, c'est une réalité. D'ailleurs, tout ceci présenté comme un affrontement entre nos amis Chinois et nos amis Américains, c'est un affrontement avec beaucoup d'intérêts communs, puisque les deux tiers des réserves de la Chine sont libellées en quelle monnaie ? En dollars. Croyez-vous que ce soit l'intérêt vraiment de nos amis Chinois que le dollar s'effondre ? Je ne suis pas sûr. Donc, au-delà des positions de principe, au-delà des affrontements qui parfois donnent le sentiment qu'il y a beaucoup de malentendus, il y a des intérêts communs.

Et en tout cas si l'on ne parle pas en G20 de ces questions, où en parlerons-nous ? Je veux d'ailleurs dire qu'en 1975 lorsque le Président Giscard d'Estaing a eu l'idée de créer le G7, c'était, vous vous en souvenez certainement, après une crise monétaire et c'était d'abord pour parler de monnaies. La question qui est posée aujourd'hui : est-ce que le G7 devenu G8 est légitime à parler de monnaies ? Je conteste un peu cette idée parce qu'il n'y a pas la Chine. Et qui viendrait me dire que la Chine n'est pas devenue une puissance monétaire. On le savait d'ailleurs depuis le Président Clinton et son fameux voyage en Chine. Où parle-t-on de monnaie ? Quelle est l'instance pour parler de monnaies et réfléchir là-dessus ? Alors ce qui est sûr, c'est que la présidence française doit faire converger les intérêts et réconcilier les antagonismes sur des sujets qui touchent à la souveraineté nationale et à l'identité de pays. Le dollar vu des Etats-Unis et le yuan vu de Chine, ce ne sont pas des sujets superficiels, donc il faut tenir compte de cela. Et malgré tout, je suis persuadé qu'à partir du moment où on commence à en parler, à mettre le sujet sur la table, on est obligé de sortir avec un certain nombre de solutions, même si cela va durer longtemps.

QUESTION -- Vous avez évoqué la question des financements innovants en indiquant que c'était une question cruciale pour vous, que les freins étaient très importants. Est-ce que vous pourriez prendre sur une taxe sur les activités financières, une initiative au niveau français, voire au niveau européen. Est-ce que la France pourrait montrer l'exemple, Monsieur le Président ?

LE PRÉSIDENT -- C'est un problème de crédibilité. On ne peut pas dire que c'est une question cruciale et ne pas prendre d'initiative. Et vous avez parfaitement raison de dire que si tel devait être le cas, la crédibilité de la question cruciale tomberait. Et donc, nous envisageons -- j'en ai parlé souvent avec le Premier ministre, qui peut en être témoin -- nous envisageons de prendre des initiatives s'agissant des financements innovants et de la taxe sur les transactions financières. Alors quelles sont difficultés, quels sont les problèmes ? D'abord, si nous voulons être crédibles, on ne peut pas prendre une initiative absolument seuls. Naturellement nous ne serions plus crédibles, nous serions davantage crédibles s'il y avait quelques pays avec nous pour prendre cette initiative. Je ne désespère pas, parce que certains pays comme l'Allemagne, comme le

Japon ont été assez allants sur la taxe sur les transactions financières.

Il y a un deuxième sujet qui est un sujet technique -- et pardon sans doute de rentrer un peu trop dans le détail --, mais nous sommes pour que les transactions financières passent essentiellement par les marchés régulés. Si on fait une taxe sur les transactions financières sur les seuls marchés régulés, on risque de promouvoir les transactions financières de gré à gré, c'est-à-dire en dehors de tout contrôle. Ce n'est pas le but. On ne peut pas défaire d'un côté ce que l'on fait de l'autre. En revanche, je ne trouve pas pertinent l'argument contre le financement innovant sur la taxe sur les transactions financières qui consiste à dire qu'on ne peut pas faire la séparation entre une transaction spéculative et une transaction qui ne l'est pas. Je pense que cet argument est faux pour une raison simple : c'est que la caractéristique de la transaction spéculative, c'est quelle est constituée d'allers et de retours, alors que la transaction économique, elle, se fait une fois pour toute. La transaction spéculative, j'achète, je revends, je ré-achète et je revends. Si on taxe le mouvement de transaction, le spéculateur fait plus de transactions que l'acheteur et partant, la taxe sur chaque transaction pénalisera plus le spéculateur que l'acheteur. Voilà dans quel esprit nous avançons dans ce dossier.

Donc pour nous le meilleur des financements innovants, c'est la taxe sur les transactions financières. Mais le pire serait qu'il n'y ait aucun financement innovant. Donc si par miracle, on arrivait à se mettre d'accord sur la taxe sur les containers ou sur les paquets de cigarettes ou sur les communications de je ne sais quoi, pourquoi pas, discutons-en. Nous ne sommes pas fermés, nous sommes même prêts à un panier de financements innovants. Le seul point sur lequel la France ne peut pas transiger, c'est que le monde a pris à Copenhague un engagement de 100 milliards de dollars pour les pays les plus pauvres pour éviter le drame et il n'y a que par les financements innovants que nous y arriverons. Et tant que l'on ne m'a pas démontré que la taxe sur les transactions financières est impossible, nous nous battons pour cette taxe.

Effectivement, l'idée que l'on montre l'exemple, pourquoi pas. C'est bien d'ailleurs ce que nous avons fait sur les bonus avec l'Allemagne et avec la Grande-Bretagne. Et déjà à l'époque, tous se mobilisaient en disant : « attention, vous allez détruire les banques en Europe ». Et finalement, qu'est-ce qui c'est passé ? Et c'est tout mon espoir, il y a une opinion publique internationale et l'opinion publique internationale, ça compte. Et si les uns montrent l'exemple, les autres peuvent être un jour obligés de le suivre.

QUESTION -- Bonjour Monsieur le Président. Par rapport aux matières premières, si je suis bien informé, la Commission européenne est en train de publier une étude qui dit qu'en fait, la spéculation ne contribue pas à l'augmentation des matières premières. Qu'est-ce que vous en pensez et -- autre question aussi sur le sujet -- qui sont vos alliés dans cette lutte ? Est-ce que l'Allemagne est à vos côtés ? Merci.

LE PRESIDENT - L'étude montrant que la spéculation ne conduit pas à l'augmentation du prix des matières premières au niveau mondial, je recommanderais une date pour la publier : le 1er avril. Je pense qu'à ce moment-là, elle sera parfaitement en situation, je suis sûr que chacun l'appréciera. Mais enfin, s'il se trouve une ou deux personnes pour penser cela, je lirai avec beaucoup d'intérêt leur argumentation, ce sera très, très intéressant. Et si je me suis trompé je serai le premier à le reconnaître avec beaucoup d'humilité. Mais enfin, on essaye d'être sérieux et les chiffres que j'ai donnés, me semble-t-il, referment un dossier qui est parfaitement clair. Quels sont nos alliés en la matière ? Je crois tout le monde. Mais, en même temps, la difficulté consiste à rassurer les pays producteurs de matières premières pour leur faire comprendre qu'on ne veut pas les empêcher d'augmenter leurs réserves et leurs excédents, mais qu'eux-mêmes ont le plus grand intérêt à un mouvement régulé. Je m'explique : à un mouvement frénétique de hausse suivra un mouvement frénétique à la baisse. Et plus on sera monté haut, plus on baissera fort dans les pires des conditions. J'étais de ceux, d'ailleurs, qui pensaient, au moment où le baril de Brent était à 140 dollars, que ce n'était pas l'intérêt des grands producteurs d'avoir un prix du pétrole trop haut, parce qu'à ce moment-là, cela permettait aux pays non producteurs d'énergies fossiles d'investir dans d'autres systèmes de recherche qui, à terme, concurrenceraient les énergies fossiles. Tout le monde a intérêt à un mouvement qui n'empêche

pas la hausse, ni la baisse naturellement, mais un mouvement régulé en la matière.

J'ajoute que c'est un peu amoral, le jour où vous avez les émeutes de la faim, quel pays autour de la table du G20 pourra dire que cela ne le concerne pas ? Quel pays ? Je n'en vois pas un seul en tout cas.

QUESTION -- Est-ce que vous pouvez nous en dire un peu plus sur ce socle fondamental des droits sociaux et quelle nature pourrait-il prendre ? Est-ce qu'il pourrait être contraignant ? Est-ce que c'est crédible dans la mesure où on a du mal à faire l'intégration sociale en Europe ?

LE PRESIDENT -- Écoutez, c'est assez facile et je n'ai pas à le définir. L'Organisation Internationale du Travail a adopté huit normes fondamentales. Huit. De mémoire, on ne fait pas travailler les enfants et de mémoire, on ne fait pas travailler les prisonniers et de mémoire, il y a une égalité entre l'homme et la femme. Huit, qui ne définissent pas, voyez-vous, un modèle social unique qui n'a pas de sens et qui n'est pas crédible aujourd'hui, mais ce socle, ces normes fondamentales, est-ce qu'au moins, on peut attendre que tous les pays membres du G20 ratifient ces normes alors qu'ils sont eux-mêmes membres de l'OIT ? C'est tout. Je ne pose qu'une seule question. Pourquoi sommes-nous membres des mêmes organisations, vote-t-on au sein de ces organisations pour l'adoption de normes et une fois rentrés chez nous, ne transcrivons pas dans notre appareil national les normes que nous avons votées au niveau international.

Poser la question, c'est y répondre. Et grâce à la France, d'ailleurs, l'OIT est maintenant invité permanent du G20. Alors, à terme, le système auquel je rêve -- et qui ne sera pas adopté durant cette présidence --, c'est un système très simple où nous aurions le FMI en charge de la stabilité financière, monétaire et de la lutte contre les déséquilibres, une organisation mondiale de l'environnement en charge de l'application des règles environnementales, une organisation agricole qui ne soit pas divisée en multiples organisations, une organisation mondiale du commerce et un ordre mondial qui se mettra en place par le biais de la question préjudicielle qui organisera les rapports entre ces entités internationales.

Au fond, quel est le problème d'aujourd'hui ? Le marché mondial existe avant la réglementation mondiale. Le marché s'est mis en place avant que la réglementation ne se mette en place. Il faut donc rattraper ce retard pour définir des règles internationales qui laissent la liberté à chacun, mais qui permettent que les pays puissent lutter, dans la compétition internationale, à égalité de droits et de devoirs. Et c'est ainsi qu'on évitera le protectionnisme, l'année où les négociations commerciales entament leur dixième anniversaire d'échec, puisque cela fait dix ans que l'on négocie sans d'ailleurs avoir avancé d'un pas.

QUESTION -- Je voudrais revenir sur le dossier de la Chine et des Etats-Unis. Est-ce que la rencontre Hu Jintao -- Obama ne montre pas, dans le fond, que le G20 est à bout de souffle, c'est un G2, et que dans le fond, le G20 est juste un forum où chacun pose les problèmes et repart avec ses problèmes, juste une enceinte ?

LE PRESIDENT - Voilà une question optimiste. Eh bien on se retrouvera à la fin de l'année pour vous dire si vous avez raison ou si c'est moi qui ai raison. Mais enfin, si on devait s'en remettre à un G2 pour diriger le monde, on n'adopterait pas beaucoup de décisions. J'ajoute que la France est très attachée au multilatéralisme et que j'ai suffisamment discuté et avec Monsieur Obama et avec Monsieur Hu Jintao, pour savoir ce qu'ils pensent et ils savent parfaitement que le G2, ça ne peut pas exister. Nous sommes dans un monde multilatéral où chacun a le droit à la parole et je vais même aller plus loin, j'ai l'intention, dans tous les séminaires, d'ouvrir la discussion à des pays non membres du G20. Vous voyez, j'aggrave encore mon cas.

Alors dans ce cas là, vous pouvez dans la foulée supprimer les Nations Unies et considérer qu'il n'y a même pas besoin de les réunir. Je crains que vous n'ayez pas un très grand succès à l'arrivée. Voilà. Ce qui ne veut pas dire que les Etats-Unis et la Chine n'ont pas un rôle absolument majeur à jouer. Mais majeur ne veut pas dire unique.

QUESTION -- Monsieur le Président, comme chacun a droit à la parole, je vois « G20-G8, nouveau monde, nouvelles idées ». Sur le constat du nouveau monde, vous nous avez dit beaucoup de choses. Sur les nouvelles idées, vous nous avez dit aussi beaucoup de choses. Mais selon vous, quelle est l'idée principale, l'idée force, l'idée la plus importante et pourquoi vous ne nous avez rien dit du désarmement. Chacun sait que les dépenses militaires sont considérables

nous avez rien dit du désarmement. Chacun sait que les dépenses militaires sont considérables, pas seulement en France et que si guerre économique il y a, et guerre monétaire, il y a peut-être un moyen de trouver de l'argent en réduisant les dépenses militaires ?

LE PRESIDENT - Alors après avoir répondu sur le G20 qui ne servait à rien, voilà que je dois répondre sur le G20 qui devrait servir à tout. Voilà. Et merci de vous être entendu pour me poser ces deux questions parfaitement complémentaires.

Le G20, c'est 85% du PIB mondial. Le G20 n'a aucune légitimité à discuter de la question du désarmement, aucune. Pardon, cela ne veut pas dire que le désarmement n'est pas une question, cela ne veut pas dire que les budgets militaires ne sont pas une question, on peut en parler longuement, mais certainement pas dans le cadre du G20. Si on veut tuer le G20, on lui fait prendre position sur des sujets qui sont des sujets de Nations Unies ou de conférences internationales. Alors ça, c'est un risque pour le G20 parce qu'il n'a pas la légitimité. Et ce serait un risque très grave. Il faut absolument résister à la tentation d'une espèce de directoire mondial qui n'a pas lieu d'être. Autant le G20 est légitime à parler économie, finances, monnaies, développement, autant il est illégitime à parler de questions politique de cette nature.

Et je dirais même -- allons plus loin -- que sur la gouvernance mondiale, la France a un peu retenu la voile de son navire parce que même sur la gouvernance mondiale -- je ne parle pas de la Banque mondiale, je ne parle pas du FMI -- la légitimité du G20 comme forum de discussion pour tous les pays qui n'y sont pas, c'est un problème considérable. Voilà, donc on doit absolument tenir l'équilibre.

Et, deuxième chose, pour moi, le plus important, c'est qu'on va décider ensemble et qu'il faut faire converger tout le monde. Il ne peut pas y avoir une majorité et une minorité, il ne peut pas y avoir des sanctions, mais de la conviction, on est dans un monde multilatéral et l'intérêt de tous, c'est qu'on avance ensemble. Personne n'a les moyens de bloquer la solution des problèmes sans, lui-même, se trouver exposé.

Mesdames et messieurs, si vous le voulez bien, parce que j'ai peur de lasser votre attention, à moins qu'il y ait une dernière question sur le G20 ?

QUESTION -- Les Français manifestent régulièrement leur pessimisme devant l'avenir et notamment face à la mondialisation, dont beaucoup pensent qu'elle détruit les emplois et crée du chômage. A l'issue de votre présidence, quels sont les points concrets que vous espérez pouvoir leur annoncer et qui pourraient les rassurer sur ces questions ?

LE PRESIDENT - Bien sûr c'est une question que je me pose, mais je suis incapable de vous répondre. Nous n'avons pas terminé le premier mois de notre présidence et vous me dites déjà : « quels sont les points concrets pour le sommet de Cannes, qui aura lieu au mois de novembre prochain ? » Il est impossible aujourd'hui de dire ce qu'il en sera, je n'ignore pas les difficultés, on essayera de faire au mieux, d'obtenir le plus. Je crois qu'il est honnête de dire que, déjà, la présidence française a eu une satisfaction avec le fait que tous les sujets qu'elle a mis sur la table sont reconnus comme des sujets incontournables. Nous aurons des résultats, nous nous battons pour que ces résultats soient les plus importants possibles mais je vous donne rendez-vous à Cannes au mois de novembre prochain. Il est impossible aujourd'hui de dire ce qu'il en sera. Je n'ignore pas les difficultés, nous aurions pu choisir une autre stratégie qui consistait grosso modo à dire : le G20 va continuer à appliquer ce qui a été décidé à Washington et à Londres, point. C'était moins risqué mais pour le monde, c'était une catastrophe, parce que si le G20 ne parle pas des grandes questions, qu'est-ce qui se passe ?

Donc nous allons à cette présidence avec beaucoup d'humilité et en même temps de l'ambition. Ces questions là, elles sont posées et elles resteront posées et ce que j'espère c'est que, cheminant, nous pourrons avoir sur les matières premières, sur la monnaie, sur les financements innovants, sur les infrastructures, sur l'application des décisions précédentes, des résultats concrets. Mais je vous fais confiance, je n'aurai pas à dresser le bilan, je ne doute pas que dans cette salle, nombreux sont ceux qui dresseront le bilan avec gourmandise et objectivité.

Mesdames et Messieurs, s'il y a une constante dans la politique de la France, c'est sa volonté de parler à tous les peuples du monde et de nouer avec eux des liens fraternels. La France appelle au respect de la liberté des peuples à se gouverner eux-mêmes et au respect du droit

international, je dirais du droit universel, garant de la paix, de la justice et des droits de l'Homme. Parce que le second est la condition de la première.

Quatre questions permettent d'illustrer cette double volonté de la France.

Le terrorisme. La France est la cible du terrorisme et des terroristes. Le terrorisme méprise la vie humaine. Le terrorisme assassine des innocents. Le terrorisme tue ceux qui ont pris des risques pour soulager la misère, pour soigner, pour éduquer, pour contribuer au développement des régions économiques les plus pauvres. Le terrorisme plonge les familles dans l'angoisse, dans la douleur. Cette souffrance, tous les Français la ressentent, la partagent avec les familles des victimes, comme tous les Français sont révoltés contre cette terrible injustice. Je veux le dire au nom de la France, au nom de tous les Français, à chaque fois qu'un Français est assassiné par des terroristes, la détermination de la France à lutter contre le terrorisme s'en trouve encore renforcée. La peur, la lâcheté, la démission, le renoncement ont toujours conduit, dans l'Histoire du monde, à des catastrophes. Face à la barbarie, face à la contestation si violente des valeurs si profondes qui sont les nôtres, il n'y a qu'une seule réponse possible : la fermeté et le courage.

La Côte d'Ivoire. C'est à la souffrance d'un peuple auquel nous unissent des liens très forts que la France se trouve confrontée. En Côte d'Ivoire, et pour la France les choses sont claires, la Côte d'Ivoire a un seul gouvernement légal et légitime, un seul, celui que le peuple ivoirien s'est choisi, qui est reconnu par les Nations Unies et par toutes les organisations africaines et dont je suis heureux de saluer le représentant ici présent, l'ambassadeur Ali Coulibaly.

Le Liban. C'est à une autre histoire commune et à une amitié multiséculaire que nous renvoient les menaces qui pèsent une fois encore sur la paix dans cette région du monde. La France veut préserver la miraculeuse diversité du Liban. La France mobilise toute son énergie et tous ses moyens pour que le peuple libanais ne soit pas demain déchiré par une nouvelle crise. Le Liban est un espoir et la France n'a d'autre ambition ni d'autre politique que de faire vivre cet espoir. Les Libanais ont le droit à l'indépendance de leur pays. Et c'est un objectif auquel nous consacrerons beaucoup de moyens, beaucoup de forces et beaucoup d'engagements. C'est aux Libanais de choisir leur gouvernement et la France soutiendra les institutions légitimes du Liban.

En Tunisie. En Tunisie, c'est un peuple frère qui a décidé de reprendre en main son destin.

Quand on est si proche, quand les destinées individuelles et collectives sont tellement imbriquées, on n'a pas toujours le recul nécessaire pour comprendre les sentiments de l'autre, bien mesurer ses frustrations et sans doute ses angoisses. Derrière l'émancipation des femmes, l'effort d'éducation et de formation, le dynamisme économique, l'émergence d'une classe moyenne, il y avait une désespérance, une souffrance, un sentiment d'étouffer dont il nous faut le reconnaître, nous n'avons pas pris la juste mesure. Il y avait le désespoir d'une jeunesse souvent diplômée, qui ne trouvait pas de travail et qui se sentait dépossédée de son avenir. Il y avait une colère qui venait d'un sentiment d'injustice. Il y avait une révolte morale que nourrissait une insupportable corruption. Et puis il y avait une irrésistible aspiration à la liberté trop longtemps étouffée et qui brusquement s'est libérée. Cette libération ne pouvait venir que du peuple tunisien lui-même.

Que le peuple tunisien soit assuré que le peuple français est solidaire de lui dans sa marche vers la démocratie et vers la liberté. C'est avec amitié et avec respect que la France se tient à ses côtés dans cette période cruciale. Une ère nouvelle s'ouvre pour les relations entre la Tunisie et la France. Des relations de confiance fondées sur des valeurs partagées de démocratie et de liberté. Et c'est dans cet esprit que j'ai demandé à François Fillon et au gouvernement de préparer un certain nombre de mesures qui seront proposées aux autorités tunisiennes pour leur apporter le soutien de la France dans les circonstances exceptionnelles qu'elles ont à affronter et dans l'urgence à laquelle elles ont à faire face, en particulier sur le plan économique. Je souhaite que dès lors qu'elles répondent au souhait du gouvernement tunisien, ces mesures puissent être mises en oeuvre au plus vite et pour certaines, dès le prochain conseil des ministres. Par ailleurs, la France s'attache à la recherche systématique des richesses pillées qui doivent être rendues au peuple tunisien.

La France va aussi intervenir auprès de ses partenaires européens pour que la Tunisie obtienne la procédure d'octroi du statut avancé, afin que toutes les objections de principe qui sont

maintenant levées puissent aboutir dans les plus brefs délais. Ce sera la plus belle marque de confiance que l'Europe pourrait témoigner à la toute jeune démocratie tunisienne. Enfin, je veux dire au peuple tunisien qu'une partie de son avenir se joue dans l'Union pour la Méditerranée, que la Tunisie doit y prendre toute sa place. Il faut que la Méditerranée cesse d'être un lieu de conflit, de violence, de tragédie, pour devenir un lieu de partage, de coopération, un grand espace de co-développement, de création, de culture, de paix. C'est une entreprise difficile mais plus que jamais d'actualité. Nous appelons tous les gouvernements et tous les peuples d'Europe et de la Méditerranée à donner un nouvel élan à l'Union pour la Méditerranée. Il y va incontestablement de l'avenir de tous.

QUESTION -- Je voudrais poser une question à propos de la Tunisie justement puisque vous venez d'en parler. Quelques jours avant la chute du Président Ben Ali, Madame Alliot-Marie, ministre des Affaires étrangères, a proposé l'aide de la police française à la police tunisienne. On entend bien que ça n'était pas pour se livrer à des brutalités ou tirer dans la foule, mais enfin, il s'agissait quand même d'aider le régime Ben Ali à rester en place. Certains s'étonnent que Madame Alliot-Marie soit toujours en place et donc je voudrais votre sentiment sur la question. Et j'ai une deuxième question subséquente : cette attitude de soutien très claire au régime Ben Ali sera-t-il reproduit à l'égard des autres régimes de la région dont certains sont également des régimes très despotiques ?

LE PRESIDENT - Ce sont des affaires extrêmement difficiles et je vais vous répondre le plus clairement possible. D'abord, s'agissant de pays qui ont été des colonies françaises, protectorat pour les uns et la Côte d'Ivoire, c'était la France, l'Algérie, c'était la France. Quelles que soient vos convictions aux uns et aux autres, vous comprendrez que le président de la République française en charge des intérêts de la France doit tenir compte du poids de l'Histoire dans le jugement qu'il porte sur les évolutions de chacun de ces pays. Je vous demande d'y réfléchir en toute objectivité. On ne peut pas parler d'un pays avec la même liberté quand il y a cinquante, soixante, soixante-dix ans, moins parfois, ce pays ressentait la colonisation française comme une souffrance, comme on peut parler d'un pays où les blessures de l'Histoire soit n'ont pas existé, soit ont été totalement refermées. Est-ce que je me fais comprendre ? C'est très important. La puissance coloniale, fut-elle quelques décennies en arrière, est toujours illégitime à prononcer un jugement sur une affaire intérieure de l'ancienne colonie et vous le savez. Et tout le monde le sait. Donc je revendique une certaine réserve lorsqu'il s'agit de commenter les événements de pays qui ont été la France et qui ne le sont plus, parce que je ne veux pas que la France soit assimilée à un pays qui a gardé des réflexes coloniaux. Il y a, semble-t-il, une très grande contradiction à afficher le principe de la souveraineté de chacun, le respect des pays à s'administrer par eux-mêmes et l'obsession de faire intervenir la France à tout moment de la vie de ces pays. Je revendique cette réserve ou ce recul. Spécialement pour l'Algérie, mais pas que pour l'Algérie.

J'observe d'ailleurs que ceux-là mêmes qui me reprochaient, dans la continuité de ce qu'ont fait mes prédécesseurs -- mais après tout, c'est moi le président donc c'est normal qu'on me fasse le reproche à moi -- de ne pas m'être assez inséré dans les événements tunisiens, sont les mêmes qui m'ont reproché la précipitation sur la Côte d'Ivoire. Alors même que les Nations Unies avaient surveillé les élections, garanti les élections et annoncé qu'il n'y avait qu'un seul président, le président Alassane Ouattara.

Donc je revendique cette réserve. Si la France n'avait pas eu la même histoire avec le Maghreb, sans doute mon attitude et mon propos serait-il plus libres. Peut-être ai-je tort, mais en tout cas je revendique cette dimension-là, parce que très rapidement, le pays qui a le sentiment qu'une influence étrangère se manifeste trop lourdement rassemble toutes ses forces contre l'étranger et vous le savez très bien, vous connaissez très bien ces formules.

Deuxième remarque que je voudrais faire, qui n'enlève rien à ce que j'ai dit dans mon propos liminaire, la France abritait la quasi-totalité de l'opposition démocratique tunisienne. Comment peut-on dire que la France n'a pas aidé la Tunisie alors que la France a ouvert largement, à toute l'opposition démocratique tunisienne, son pays ? Ça m'a été assez reproché par les autorités tunisiennes qui plantent souvent à chaque fois un ministre ou que moi-même, vous vous rendez

tunisiennes qui n'ont cessé, à chaque fois qu'un ministre ou que moi-même, nous nous rendions en Tunisie, de reprocher les complots ourdis par la France parce que toute l'opposition tunisienne démocratique était en France. C'est donc bien que nous les avons acceptés et même protégés. Je ne parle pas des islamistes qui, pour des raisons que vous connaissez, se trouvent à Londres, ce que je n'aurais pas accepté, pour certains d'entre eux. Donc l'opposition est ici et ça a fait l'objet de grandes polémiques.

Troisième élément, nous surveillons avec préoccupation les évolutions dans un certain nombre de pays, en nous gardant bien de donner le sentiment de nous en mêler et de vouloir promouvoir un type de gouvernement confortable pour la France et qui n'aurait pas été saisi par les autres, je dis attention.

Quatrièmement, tout ce que les autorités légitimes de Tunisie nous demanderont, nous le ferons, mais je rappelle que le Général de Gaulle avec le Président Bourguiba avaient des rapports, que le Président Pompidou et le Président Giscard d'Estaing, le Président Mitterrand, ils avaient raison, avaient des relations avec le régime qui était en place en Tunisie, à moins qu'on ne coupe toute forme de relation avec eux. Et qu'on ne discute dans le monde qu'avec ceux à qui on a aucun reproche à faire ? Faisons attention d'ailleurs qu'eux-mêmes n'aient pas des reproches à nous faire. Et cela dessine les contours d'une France qui donnerait des leçons, image qui nous a fait beaucoup de mal, parfois, dans le passé et que vous-mêmes, vous avez été très rapides à stigmatiser, sans doute à juste raison, par le passé.

Enfin s'agissant des déclarations de Mme Alliot-Marie, vous-même vous avez répondu à la question en assurant avec beaucoup d'éloquence la défense de Mme Alliot-Marie et je ne saurais faire mieux puisque vous avez dit que naturellement, Mme Alliot-Marie n'avait pas la volonté, en quoi que ce soit, d'assurer quelque sentiment défavorable aux manifestants, mais simplement d'éviter qu'il y ait plus de drames. La forme a pu porter à polémiques, j'essaie de me tenir éloigné des polémiques, les intentions, elles, étaient tout à fait transparentes, vous les avez vous-mêmes soulignées, et j'essaie sur des questions de cette importance de ne pas me laisser distraire par la polémique, de rester sur les affaires de fond.

Sans doute nous avons sous-estimé, nous la France, cette aspiration de nos amis Tunisiens à la liberté, mais en même temps, restons sur une prudente réserve très amicale à l'endroit du peuple tunisien. Et quand je propose que la France soit l'ambassadeur de la Tunisie pour qu'elle obtienne ce statut avancé avec l'Europe, je crois que c'est une réponse à la hauteur des enjeux. Je ne dis pas que c'est simple pour autant tout ceci et j'en vois beaucoup qui savaient exactement ce qui allait se passer mais qui auraient gagné à nous le dire avant, cela nous aurait permis d'éviter sans doute des approximations. Mais au « je vous l'avais bien dit » d'après les événements correspond en général à un silence sidéral avant les événements. C'est classique.

QUESTION -- Il y a huit jours vous étiez à Linselles pour l'enterrement des deux jeunes Français tués lors du raid pour leur libération. Est-ce qu'après le résultat dramatique de ce raid, il vous est arrivé de douter de la décision que vous avez prise ou est-ce qu'il faut au contraire voir dans cette décision un changement dans la stratégie française par rapport aux prises d'otages ? Et est-ce que vous reprendriez cette même décision dans des circonstances similaires ?

LE PRESIDENT -- D'abord, nos deux jeunes compatriotes n'ont pas été tués, ils ont été lâchement assassinés, les mots ont un sens. Vous me demandez si j'ai douté, vous savez devant les deux cercueils, je me posais des questions bien sûres. Et qui ne s'en poserait pas ? Ces deux jeunes, l'un allait se marier quelques jours après avec une nigérienne, l'autre venait pour la première fois sur le territoire du Niger, il y était depuis exactement une heure et on les tue. Mais qu'est-ce qu'ils avaient fait ? Ils étaient Français, ils étaient Européens, 25 ans cela a sans doute été pour moi, avec le retour des cercueils d'Uzbeek, nos soldats tués, l'un des moments les plus émouvants. Et forcément on se pose des questions. Est-ce que l'on a pris la bonne décision ? Est-ce que c'est ce qu'il fallait faire ? Et à partir du moment où ces deux jeunes sont morts, je ne peux pas m'en satisfaire.

Et en même temps après mûres réflexions, après en avoir parlé avec le Premier ministre, avec le ministre de la Défense, je crois que c'était la seule décision à prendre, je ne vous le dit pas de gaieté de cœur. Pourquoi ? Parce qu' imaginez la même conférence de presse, les mêmes

journalistes et le même président. Vous sauriez que les autorités du Niger nous avaient demandé de les aider à arrêter un convoi bourré de terroristes avec deux de nos jeunes compatriotes dedans et que je l'ai refusé, que m'auriez-vous dit ? Quelles questions me poseriez-vous aujourd'hui ? N'y aurait-il pas ici quelqu'un qui pourrait penser que la France a choisi la complicité lâche, passive, avec les terroristes.

Le ministre d'Etat comme le Premier ministre d'ailleurs se sont expliqués très en détail sur les circonstances de l'intervention. Ce ne sont pas nos soldats qui ont tiré les premiers, quand les hélicoptères sont arrivés, le feu a été nourri de la part des terroristes. A ce moment là, l'intervention a commencé. Pour faire clair, la France discute chaque fois que l'on peut discuter, parce qu'il y a une volonté commune de discuter. Et c'est ainsi que nous avons ramené à la maison notre compatriote Camatte qui avait été pris en otage au Mali. Ne croyez pas que j'ai oublié M. Germaneau et le fait qu'il fut septuagénaire ne m'enlève pas un poids sur la conscience non plus. Il n'y avait pas de volonté de discuter de la part des terroristes.

Donc la position de la France c'est : face au terrorisme, il n'y a que la fermeté. Ou alors c'est votre sécurité à vous tous qui sera gravement engagée. Commençons à être faibles et on ne sera jamais assez faibles, commençons à mettre un genou à terre et on ne s'inclinera jamais assez, commençons à composer avec ces gens et on ne composera jamais assez, commençons à nous excuser et aucune humiliation ne sera suffisante. C'est ce que je pense, cela ne veut pas dire que je suis heureux de ce qui s'est passé et cela ne veut pas dire que je ne me pose pas des questions, Monsieur, je m'en pose, mais sur le fond, chaque fois que les démocraties se sont aplaties, elles l'ont payé très cher et de beaucoup plus de morts. Le refus de voir la vérité en face, on le paie très cher. La faiblesse comme argument politique et comme positionnement, elle ne vous est jamais pardonnée. Et je redis, comme l'a dit Mme Alliot-Marie d'ailleurs à nos compatriotes, n'allez pas dans cette région du monde, sauf si vous en avez une obligation incontournable.

QUESTION -- Vous venez de développer une nouvelle idée celle de la réserve française, comment peut-elle se concilier avec la notion d'influence de la France que vous avez mise en place et prônée au début de votre mandat ? Et notamment, vous avez évoqué aussi l'Union pour la Méditerranée, on voit qu'à travers les récents dossiers, eh bien on constate un peu aussi son impuissance politique, qu'est-ce que vous pouvez nous dire là-dessus ?

LE PRESIDENT -- Moi je crois au contraire que plus nous saurons être réservés sur un certain nombre de questions sur lesquelles par ailleurs, on ne nous demande pas spontanément notre avis, plus nous serons influents. Plus nous voudrions faire de l'ingérence et moins nous serons influents. J'accepte bien volontiers qu'il y a la contradiction entre des principes universels que la France défend et un principe de respect de la souveraineté d'autres, que la France défend aussi. Il faut trouver le bon équilibre et je vous l'ai dit, s'agissant de la Tunisie, il y a sans doute eu une sous-estimation de la France, mais enfin de là à se livrer dans un vaste mouvement qui viserait à expliquer aux Algériens, aux Marocains, aux Jordaniens, aux Syriens, aux Egyptiens ce qu'ils doivent penser, ce qu'ils doivent dire et ce qu'ils doivent faire, en tant que président de la République j'appelle à une grande prudence. Ces pays sont indépendants et sont souverains. Quant à l'Union pour la Méditerranée, j'y crois beaucoup, mais vous savez parfaitement pourquoi il y a blocage et la France prendra des initiatives pour relancer les choses. Et là aussi, quand on voit l'importance que j'attache à la paix au Moyen-Orient, la nécessité qu'il y aurait à ce qu'Israël et les Syriens discutent de la paix. Comment convaincre les Syriens sans discuter avec eux ? Comment aider les Egyptiens sans discuter avec eux ? Comment ouvrir l'Orient aux réalités du monde moderne, tout en acceptant de discuter que s'ils se livrent à une démocratie parlementaire comme la nôtre ? Comment ? Comment faire ? Si la question était simple, cela se saurait. Je pense qu'il y a un équilibre à trouver et c'est cet équilibre qu'essaye de trouver la diplomatie française, qui reste entendue de tout le monde dans cette partie du monde et il faut bien qu'il y ait des gens pour discuter.

QUESTION -- L'intégrisme islamique gagne du terrain un peu partout, on le voit au Moyen-Orient, mais on le voit au Proche-Orient, au Maghreb aussi. Ne craignez-vous pas les islamistes qui sont

déjà souvent le réceptacle du désarroi, de la détresse de populations qui luttent pour leur liberté bafouée ou pour de meilleures conditions de vie tout simplement, ne soient récupérés en Tunisie. LE PRESIDENT - Il faut faire confiance à cette jeune démocratie tunisienne, mais enfin si vous faites écho à des événements du passé dans d'autres pays, c'est un sujet de préoccupation. Lors de mes vœux aux autorités religieuses, j'ai plaidé pour les chrétiens d'Orient, je sais que dans un certain nombre de pays, la presse et notamment la presse arabe a considéré cette intervention comme une intolérable ingérence dans leurs affaires intérieures, ce qui a créé polémique. Et pourtant, si c'était à refaire, je le referais. Le risque de l'intégrisme islamiste existe, mais il ne peut pas justifier des comportements de corruption ou de refus d'une ouverture démocratique, dont on peut même penser que ces comportements renforcent la montée de l'extrémisme. Donc il faut trouver un équilibre, encore une fois, qui n'est pas si simple.

QUESTION -- C'est une question qui concerne le Liban. Vous avez manifesté dans vos propos liminaires votre intérêt pour ce pays et la stabilité du Liban. Vous avez lancé l'idée, il y a quelques jours, de la création d'un groupe de contact qui apparemment n'a pas vu le jour jusqu'à aujourd'hui. On sait tous que le Président du Conseil M. Hariri a été contraint de démissionner. Qu'est-ce que vous pouvez faire aujourd'hui pour aider le Liban alors que les consultations pour la désignation d'un nouveau chef de gouvernement ont commencé tout à l'heure ?

LE PRESIDENT -- Aujourd'hui est une journée cruciale puisque c'est aujourd'hui que le Président Sleimane et le Président Nabih Berri vont procéder au comptage des voix au parlement. La France s'est rapprochée de la Syrie parce que la France considère qu'il est indispensable de mettre la Syrie dans les discussions pour sortir d'un certain nombre de crises. La Syrie est voisine du Liban, chacun le sait, mais la France se sert de cette amitié pour dire à la Syrie que le Liban est indépendant et doit le rester. Et que le Tribunal Spécial pour le Liban doit aller jusqu'au bout de son travail. Alors après qu'est-ce qui sortira des consultations et quel sera le Premier ministre libanais, ce n'est pas à la France de le définir, même si nous avons reçu tous les acteurs de la vie politique libanaise.

Le groupe de contact, je n'y ai pas renoncé, je l'ai proposé à la suite d'un entretien que j'ai eu à New York avec le Roi d'Arabie Saoudite qui m'indiquait qu'il renonçait lui-même à servir d'intermédiaire entre la Syrie et le Liban. Nous ne sommes pas les seuls dans ce groupe de contacts. Il y a l'Arabie Saoudite, le Qatar, la Syrie, l'Egypte, la Turquie, les Etats-Unis et bien sûr les présidents libanais, je dis les présidents libanais puisque il y a les trois présidents qui sont le président de la République, le président du Parlement et le président du Gouvernement. La France, de par son histoire, doit être aux côtés du Liban et puis la France a des soldats au Liban, sous mandat des Nations Unies. Et la France veut dire que la crise sert les extrémistes car cela permet de détourner l'attention de dossiers comme l'armement nucléaire de l'Iran. Et combien de temps va-t-on considérer comme normal que les Israéliens et les Palestiniens ne négocient pas et ne se parlent plus ? Combien de temps ? Tout le monde connaît les données de la paix, tout le monde. Tout vient de ce blocage là et donc il va bien falloir que l'Europe prenne des initiatives pour sortir de ce blocage, qui est intolérable et, pardon de le dire, mais le Liban est la victime collatérale de ce blocage. Et nous refusons toute instrumentalisation du Liban au service d'intérêts qui sont des intérêts extérieurs, chacun le sait.

Il est venu le temps de relancer les négociations et la France proposera notamment l'organisation d'une conférence des donateurs pour le futur Etat palestinien, à une condition, c'est que cette conférence des donateurs ait une dimension politique. L'Europe ne peut plus continuer à payer et à être tenue à l'écart des discussions politiques. Si encore les discussions politiques avançaient sans l'Europe, on pourrait dire : « c'est comme ça », mais en plus cela n'avance pas, alors. Et voilà ce qui se passe au Liban, on avait réussi à ramener un peu de concorde et de paix depuis deux ans et demi, mais le blocage des discussions. Tout le monde sait qu'il y aura un Etat palestinien et tout le monde en voit les contours. Et tout le monde sait que la sécurité d'Israël ne sera vraiment garantie le jour où il y aura un Etat palestinien moderne, viable et démocratique. Pourquoi ne pas avancer ? Tout le monde le sait.

Cela fait bien longtemps d'ailleurs que je pensais que commencer à discuter des colonisations était une erreur pour une raison simple, c'est aux Etats des colonisations qui font la frontière

était une erreur pour une raison simple, c'est que il y a des colonisations qui, [une fois la frontière tracée], poseront problème parce qu'elles seront en territoire qui ne sera plus israélien et d'autres qui ne poseront pas de problème puisqu'elles seront dans la partie du territoire qui restera à Israël. Tout le monde le connaît d'ailleurs, tout le monde a les cartes en tête et depuis le temps qu'on en discute sans avancer, on a eu le temps de réfléchir. Voilà le résultat, c'est qu'avec une crise entre les Israéliens et les Palestiniens qui n'avance pas, on a de nouveau une crise au Liban et cela va continuer.

QUESTION -- On a eu un reportage hier parlant des otages qui ont été pris à Arlit et qui ne seraient peut être plus au Mali, si vous avez des informations. On a eu aussi de nouveaux propos d'Oussama Ben Laden ce week-end par rapport aux otages détenus par Al Qaida. Comment estimez-vous la capacité de nuire à Oussama Ben Laden et quel sérieux donnez-vous à ses propos ?

LE PRESIDENT -- Je n'ai pas l'intention de discuter ou de répondre à ce monsieur, ni de près ni de loin. S'agissant des otages, nous pensons qu'ils sont en vie, nous en sommes certains, notre préoccupation est grande et il n'y a pas de jour sans que nous nous en occupions. S'agissant des otages en Afghanistan, ils sont en vie et moins j'en dirai, mieux ce sera. Je comprends parfaitement qu'ici une famille, là un proche, là un comité de soutien perde son sang froid -- c'est parfaitement naturel -- et disent des choses. Je ne leur en veux pas du tout. Mais nous, nous n'avons pas le droit à cela. On parlera de tout cela lorsqu'ils seront rentrés à la maison et c'est cela l'objectif. Tout le reste, ce sont des commentaires qui seront balayés par les faits. Et moi, je ne peux pas parler, parce que quand il y a la vie de gens qui sont en jeu, il faut de la discrétion.

QUESTION -- Vous avez essayé d'expliquer votre politique pendant ces événements en Tunisie par un souci de réserve, pour ne pas prêter le flanc à des accusations de réflexe postcolonial. Or vous êtes resté silencieux lorsqu'au moins 78 personnes ont été tuées par la police tunisienne dans des événements lors de la répression. Peut-on concevoir qu'une déclaration de la France à propos de ces morts aurait été considérée comme un réflexe postcolonial ? Comment expliquez-vous votre silence ?

LE PRESIDENT - Ce n'est pas exact. La France a publié de l'Élysée deux communiqués, le Premier ministre comme le ministre des Affaires étrangères ont pris la parole pour dénoncer ces faits. Mais encore une fois, je ne veux pas polémiquer avec vous là-dessus, chacun jugera. Vous avez le droit de penser ce que vous voulez et en Côte d'Ivoire, il y a eu encore plus de morts, qu'il convenait de dénoncer aussi. Je vous ai dit ce que je pensais de la situation en Tunisie, mais dire que nous sommes restés silencieux devant les morts, je ne pense pas que cela soit exact. Je pense que c'est un peu exagéré. C'est la liberté de la presse et je ne la conteste pas, de la même façon que vous ne contesterez pas que nous avons accueilli tous les opposants tunisiens, mais je ne vais pas recommencer ma réponse sur ma Tunisie et ce que j'ai dit, par ailleurs, sur le sentiment de sous-estimation, qui était difficile de ressentir mais que, sans doute, la France a ressenti depuis bien longtemps à l'endroit du peuple tunisien, qui est un peuple frère, qui est un peuple ami au côté de qui nous nous trouvons.

QUESTION -- Si jamais la question se pose, est-ce que la France sera prête à accueillir le Président algérien Bouteflika en France.

LE PRESIDENT -- En visite officielle ? Vous voyez l'exploitation qui pourrait immédiatement être faite de ma réponse dans un grand pays comme l'Algérie et vous voyez vous-même, c'est tout à fait normal que vous vous posiez ces questions. Mais moi j'ai une différence, c'est que je suis en charge de responsabilités, c'est une grande différence.

QUESTION -- Vous disiez tout à l'heure, je vous cite, que « la lâcheté, la démission, le renoncement ont toujours conduit à la catastrophe dans l'histoire du monde ». Est-ce que s'agissant du dossier nucléaire iranien, il y a un risque de catastrophe et éventuellement comment l'éviter, par la négociation ou peut être par l'action militaire ?

LE PRESIDENT -- Je pense que les sanctions en la matière commencent à produire leurs effets et qu'il faut renforcer les sanctions et que la France dans sa politique est toujours extraordinairement réservée sur le principe d'une intervention militaire. Je le dis dans ce cas là, mais je le dis aussi dans le dossier de la Côte d'Ivoire. Il y a des sanctions, il y a la politique, il y a

la diplomatie et c'est comme cela que l'on fait avancer les choses. Et dans le monde d'aujourd'hui personne ne peut rester contre la communauté internationale. On parle beaucoup des défauts de la mondialisation, on a raison, mais si quelque chose a progressé avec la mondialisation, ce sont les juridictions internationales, c'est le fait que tout dictateur sait qu'un jour il sera poursuivi et qu'il devra rendre des comptes et c'est le fait qu'il n'y a pas d'endroit dans le monde où l'on puisse se dire que l'on peut vivre caché. C'est un progrès de la mondialisation et c'est à ce titre que je crois à l'impact des sanctions, de la diplomatie et de l'engagement politique.

Bonne année à tous.